

## Éditorial

# Jamais trop tard pour bien faire...

Lors de l'assemblée nationale du Conseil général en août 2009, les délégués ont pris une décision historique : engager résolument l'Église Unie du Canada dans le déploiement de son témoignage en français au cours des cinq prochaines années. Toutefois, par une autre décision, - coupures financières et rationalisation de gestion obligent - l'instance chargée de superviser les ministères en français s'est vue déclassée dans l'organigramme à une simple section d'une grosse unité. *La disparition - quelques années seulement après sa création - d'une instance décisionnelle, autonome, indépendante et reconnue aux plus hauts niveaux de la structure de l'Église sur tout ce qui touche les ministères en français a été une douche froide pour les francophones qui se réjouissaient de la première décision.* Les ambiguïtés administratives ne sont pas l'apanage des églises hiérarchiques, peu s'en faut !

Il demeure que la plus haute assemblée de l'Église a déclaré *loud and clear* qu'il était plus que temps que l'Église Unie s'investisse à fond dans le développement des ministères en français, au Québec comme dans les autres endroits du pays où les francophones se retrouvent. Cinq nouveaux ministères devraient voir le jour bénéficiant d'un plein soutien financier pour leur démarrage pour une période de cinq ans. Alors qu'il en coûte près de 100 000 \$ annuellement pour assurer le fonctionnement d'une paroisse, une simple addition illustre bien le poids financier et le sérieux d'un tel engagement. Mais ce mot d'ordre visionnaire sera-t-il repris à la base, dans les paroisses *a mari usque ad mare* du pays ?

Au Québec, où pourtant la langue publique est le français, les paroisses de l'Église Unie ont en majorité traditionnellement compris leur mission comme ne concernant que les anglophones et les quelques francophones qui, pour s'intégrer à leur communauté de foi, devaient rejoindre leur groupe linguistique. À ce que j'en ai entendu dire, ce n'est pas très différent au Nouveau-Brunswick, au Manitoba ou en Saskatchewan.

La déclaration du Conseil général constitue une vigoureuse exhortation adressée à toutes les composantes de l'Église, un défi et une interpellation missionnaire à relever par tout le monde. Si les consciences et les cœurs sont touchés tout autant que l'agir, s'amorcent peut-être une véritable réforme, un changement de cap radical dans la « culture historique » de l'Église Unie dans ses relations avec le quart de la population canadienne. Évidemment la marche est haute et il y a des ornières historiques dont il est difficile de sortir.

Nous sommes loin des années 60 et 70 où nous avons, comme église, manqué le bateau alors que l'agenda socio-politique respectif des « deux solitudes » a fait s'atrophier la vision pastorale au bénéfice d'un statu quo du groupe linguistique majoritaire.

Aujourd'hui, toutes les confessions se fragilisent et l'appartenance linguistique et culturelle n'est plus garante de prospérité ecclésiale ; paradoxalement, nous sommes, peut-être, plus près que jamais auparavant d'une véritable ouverture missionnaire auprès des francophones, malgré les coupures et réorganisations administratives.

En ce temps de l'année où nous évoquons nos racines réformées, rappelons-nous que la mise à jour de l'Église à son contexte n'est jamais définitive ni terminée : *Ecclesia semper reformanda*, sans cesse l'Église doit se réformer. C'est un motif d'espérance : il n'est jamais trop tard pour bien faire. À suivre... ◇

Denis Fortin